

ACTUALITÉS

Caisse de dépôt et placement du Québec

Pas de commission parlementaire spéciale

L'opposition devra se rabattre sur l'étude des crédits pour entendre les dirigeants de la Caisse

C'est l'impasse entre le gouvernement et l'opposition officielle: la commission parlementaire spéciale qui devait entendre les dirigeants de la Caisse de dépôt et placement du Québec n'aura pas lieu.

ROBERT DUTRISAC

Québec — La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, en a assez: elle refuse de céder à l'opposition officielle et de comparaître devant la commission spéciale qui devait se pencher sur les déboires de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Les parlementaires devront se rabattre sur l'étude des crédits, fin avril ou début mai, où les dirigeants du bas de laine des Québécois pourront alors être entendus.

Alors qu'elle s'apprêtait à prendre part à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, Monique Jérôme-Forget a laissé savoir qu'elle avait maintenant mieux à faire, les négociations en vue de tenir cette commission spéciale pendant deux jours cette semaine ayant échoué. *«Je suis en mode solution maintenant. J'ai traversé cette étape. Mon gouvernement doit identifier un président du conseil d'administration [pour la Caisse], renouveler et nommer les membres du conseil d'administration, identifier et nommer un p.-d. g. dans les plus brefs délais. Voilà ce à quoi je m'attarde désor-*

mais», a indiqué le ministre des Finances.

Reconstituer la direction de la Caisse est devenu des plus pressant pour le gouvernement Charest: la firme de notation de crédit Standard & Poor's a annoncé la semaine dernière qu'elle mettrait la cote de crédit AAA de la CDPQ sous surveillance avec une implication négative en soulignant, notamment, le manque de stabilité de l'équipe de direction de l'institution. La Caisse est sans capitaine depuis la mi-novembre et plusieurs membres de son conseil d'administration, dont les mandats sont échus, doivent être remplacés.

Le premier ministre Jean Charest a toutefois indiqué que ce n'est pas à sa réunion d'hier que le conseil des ministres procéderait à la nomination du nouveau président du conseil de la Caisse, comme l'a affirmé par erreur *La Presse*. Le gouvernement préfère annoncer d'un seul coup la composition complète du nouveau conseil. La ministre a signalé, hier, que ce serait fait *«prochainement»*.

Selon Mme Jérôme-Forget, il n'y a pas de problème de gouvernance à la CDPQ. *«Elle est bonne»,* estime la ministre. *«Je pense sincèrement que la façon*

dont les choses ont fonctionné, ça a bien fonctionné. Ce qui s'est passé dans le domaine financier est sans précédent. Il ne faut pas oublier ça.» Les gens sont *«désarmés»* devant la situation actuelle et *«il n'y a personne qui a la solution magique»*.

Pour le leader parlementaire de l'opposition officielle, Stéphane Bédard, *«il est clair que le gouvernement tente d'étouffer l'affaire»*. La proposition initiale du gouvernement de tenir une commission qui ne durerait que deux jours en est la preuve. Évidemment, le Parti québécois voulait faire durer le plaisir en convoquant non seulement les dirigeants de la Caisse, mais ses anciens présidents, l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, des déposants, des experts, bref en faisant de l'exercice une véritable consultation publique qui aurait duré plusieurs semaines. Surtout, les péquistes insistaient pour que la ministre de tutelle de la Caisse compare.

«La ministre nous dit qu'elle n'a pas le temps. Quarante milliards, ce n'est pas assez pour elle», a dénoncé Stéphane Bédard. Quant à la convocation des dirigeants de la Caisse lors de l'étude des crédits, *«c'est ridicule»,* s'est-il insurgé. L'étude des crédits s'étend sur 200 heures, mais ne doit pas durer plus de 20 heures par ministère.

Le Devoir